

LE COURRIER

L'ESSENTIEL, AUTREMENT.

WWW.LECOURRIER.CH

N°55 | 153^e année | CHF 3.00

VENDEURS ET VENDEUSES

Héros malgré eux face au **virus**



KEYSTONE

5 Les vendeuses et vendeurs de magasins d'alimentation et de biens de première nécessité se retrouvent en première ligne et ne bénéficient d'aucune protection face au coronavirus. Les syndicats sonnent l'alerte et les grands groupes promettent des mesures d'ici à vendredi.

éditorial PHILIPPE BACH À REÇULONS, COMME UNE ÉCREVISSE

Il en aura fallu du temps. Le Conseil fédéral a annoncé hier le report, à septembre au plus tôt, des sujets mis en votations fédérales le 17 mai prochain. Une simple question de bon sens. Comment imaginer dans l'atmosphère de psychose actuelle débattre d'un sujet aussi important que l'initiative de résiliation des accords bilatéraux avec l'Union européenne lancée par l'Union démocratique du centre?

Mais le gouvernement fédéral y a été à reculons. Un peu comme les Chambres qui ont tranquillement continué leurs travaux la semaine passée alors que le pays était mis en quarantaine. Un exemple désastreux: comment faire comprendre ensuite aux responsables d'entreprises qu'il est urgent de descendre le rideau et de renvoyer tout le monde à la maison si les élus continuent de vaquer tranquillement à leurs occupations?

C'est que le problème est double: pas question, dans la Suisse libérale, de tirer sur le frein d'urgence de la machine économique. Et le fédéralisme favorise de surcroît ce genre de cacophonie. De fait, hier, les autorités genevoises ont, de leur côté, enfin annoncé la fermeture des chantiers au bout du lac. Une mesure évidente mais qui semble encore hérisser ces Messieurs Dames à Berne, rétifs à proclamer l'état d'urgence dans le gros œuvre et l'industrie.

Ce qui ne veut pas dire que les autorités cantonales soient toujours les plus clairvoyantes. Elles qui se cramponnent à un autre scrutin: celui du deuxième tour des élections municipales, toujours d'actualité. Une absurdité. Dimanche dernier, certains bureaux de vote ont peine à rester ouverts, le 15 avril ils risquent de rester fermés pour cause de manque de jurés électoraux. Comment imaginer faire voter les citoyennes et les citoyens en mettant carrément leur santé en péril? Enfin et surtout, comment garantir une campagne digne de ce nom et à même de cristalliser un vote en toute transparence?

La réponse actuelle – tout aurait déjà été dit au premier tour – tient de la mascarade. Dans ce cas, pourquoi prévoir un second tour? Cet attentisme bafoue tout simplement les institutions démocratiques.

Ensemble à gauche brandit la menace d'un recours. Gageons qu'elle n'aura même pas à être mise à exécution, une fois que les juristes de la couronne auront rendu leur avis. Ce report est non seulement indispensable, il est inévitable dans l'ordre juridique suisse. Se réfugier dans le déni ne sert à rien. Sinon à pourrir un peu plus une atmosphère qui n'en a pas besoin. I

12 CULTURE

Le texte *Sorel Eros* porte le **palindrome** au firmament



4 VAUD

Le canton demande à Berne des **mesures** plus strictes et débloque 150 millions.

10 ÉTATS-UNIS

Poursuivre les **primaires** démocrates en pleine épidémie? Le doute s'installe.

7 CORONAVIRUS

Les infectiologues insistent pour des tests de **dépistage** à large échelle en Suisse.



MONDE

Art de pixels

Alors que les musées ont temporairement fermé leurs portes, nombre d'institutions invitent le public à découvrir leurs contenus en ligne. Qui incluent par exemple leurs collections, comme au Musée d'art et d'histoire de Genève; mais aussi, de plus en souvent, la possibilité de visiter leurs espaces de manière virtuelle, comme lorsqu'on arpente une ville avec Google Streetview. C'est d'ailleurs le mastodonte de Mountain View qui génère nombre de parcours, à travers les interminables galeries des Uffizi de Florence (photo), au sein du Museo Nacional de Arte de Mexico City, le long du balcon en colimaçon du Guggenheim de New York ou au gré des jardins du Taj Mahal. De nombreux sites regroupent des sélections de musées à voir sur internet.

SSG/PETAR MILOSEVIC/CC



L'HISTOIRE EN MOUVEMENT

Alexandra Kollontai: féminisme et lutte de classes

L'ATELIER
HISTOIRE EN
MOUVEMENT*

Issue du mouvement socialiste syndical, La Journée internationale des droits des femmes gagne son aura internationale en 1910 lors de la Seconde Conférence internationale des femmes socialistes à Copenhague, sous l'impulsion de Clara Zetkin. Cette dernière est appuyée dans sa démarche par Alexandra Domontovitch, plus connue sous le nom d'Alexandra Kollontai, qui y représente alors les ouvrières du textile de Saint-Petersbourg. Pour Alexandra Kollontai, la lutte pour l'émancipation des femmes est indissociable de la lutte des classes: c'est en adhérant et en militant dans un syndicat que les travailleuses pourront activement lutter pour le contrôle ouvrier de la production et pour l'émancipation de la classe ouvrière – des conditions nécessaires pour une réelle et totale libération des femmes du joug patriarcal.

Née le 31 mars 1872 dans une famille aristocrate russe aux origines finlandaises, Alexandra Kollontai est une des premières femmes du monde contemporain à entrer dans un gouvernement (celui des Soviétiques). Femme indépendante, elle étudie l'économie politique à l'université de Zurich et rencontre Lénine, alors en exil en Suisse. Marxiste, elle s'oppose à la Première Guerre mondiale qui n'a d'autre but que de diviser la classe ouvrière mondiale. Dès 1912 elle déclare: «Le prolétariat russe, aux côtés de celui du monde entier, proteste contre toutes les guerres. C'est un fait bien connu que le prolétariat ne connaît aucune frontière nationale. Il ne reconnaît que deux 'nations' dans le monde civilisé: les exploités et les exploités.»

Féministe, elle parvient, en tant que commissaire du peuple, à légaliser le droit au divorce par consentement mutuel, permet l'accès à l'éducation pour les filles, établit le principe de salaire égal entre les femmes et les hommes, fait adopter un congé maternité, la reconnaissance des enfants naturels et légitimes et le

droit à l'avortement (plus tard remis en cause par Staline). Elle questionne le concept de l'amour et du mariage et dénonce le fait qu'ils profitent à la bourgeoisie (par la famille) et répondent aux besoins de la société capitaliste et libérale. A la place, elle prône l'amour-camaraderie, basée sur l'égalité, l'absence de possessivité et sur l'empathie entre camarades.

En cohérence avec son positionnement socialiste et féministe, elle lutte pour l'abolition de la prostitution, «une violence que s'inflige une femme à elle-même pour des raisons financières», et dont la fin ne pourra avoir lieu que dans le cadre du combat féministe qu'elle porte – c'est-à-dire par l'achèvement de l'égalité réelle entre les femmes et les hommes et l'égalité distribution des richesses produites.

Femme libre et courageuse, Kollontai exprime très tôt ses désaccords avec la politique du parti bolchévique au lendemain de la Révolution russe, notamment en ce qui concerne l'étatisation de la production contre la collectivisation, la réduction des libertés politiques et la répression de nombre de révolutionnaires. Plaidant pour plus de démocratie et en faveur de l'autonomie des syndicats, elle critique ouvertement la «Nouvelle politique économique» de Lénine, ce qui lui vaut un retrait forcé de la vie politique soviétique.

Nommée diplomate en Norvège, elle sera l'une des premières femmes au monde à occuper un tel poste. Cet exil subi lui permet d'échapper aux purges staliniennes et de séjourner dans plusieurs pays. Fine négociatrice et fervente pacifiste, elle mènera les négociations d'armistice entre l'URSS et la Finlande pendant la Seconde Guerre mondiale, puis avec la Roumanie, après avoir été nommée ambassadrice.

Alexandra Kollontai est décédée le 9 mars 1952 à Moscou. En 2019, l'avenue de la Paix à Genève a été renommée temporairement à son nom, grâce au projet 100Elles* du collectif genevois L'Escouade.

* L'association L'Atelier-Histoire en mouvement, à Genève, contribue à faire vivre et à diffuser la mémoire des luttes pour l'émancipation par l'organisation de conférences et la valorisation d'archives graphiques, info@atelier-hem.org

AGORA

Grippe pandémique de 1918, un révélateur social

Histoire ► De par son ampleur, la grippe pandémique de 1918 a été qualifiée de «mère de toutes les pandémies» et constitue le scénario catastrophe auquel les menaces épidémiques sont régulièrement comparées. Si la pandémie de 1918 traverse le globe entier, toutes les populations ne sont pas impactées de la même manière. Révélant les inégalités sociales de mille façons, la maladie choisit ses victimes parmi les plus démunis.

SÉVERIC YERSIN*

Impossible de parler de la grippe pandémique de 1918-1919 sans évoquer les statistiques de mortalité. Il s'agit en effet de la plus grave crise sanitaire de l'époque contemporaine et, en chiffre absolu, sans doute la pire catastrophe démographique de l'histoire. Entre 40 et 100 millions de personnes seraient décédées de la maladie, dont 2,2 millions en Europe. Soit entre 2,5% et 5% de la population mondiale et 1% de la population européenne. Notons que la moitié des décès sont à déplorer dans la classe d'âge des 20-40 ans, habituellement considérée comme la plus résistante.

Ces chiffres, à manier avec prudence, masquent l'hétérogénéité des expériences locales. Ainsi, certaines régions sont pratiquement préservées, quand d'autres sont dévastées: la deuxième ville la plus importante d'Indonésie, Madura, perd un quart de sa population en quelques semaines. De plus, la grippe tue différemment en fonction des classes sociales: la mortalité du quartier le plus pauvre d'Oslo est 50% plus haute que celle du plus riche.

De nombreux facteurs expliquent ces différences. Les variations dans l'immunité entre les générations et les régions constituent un aspect non négligeable, mais difficilement évaluable. Les pratiques sociales comptent également pour beaucoup dans la propagation de la maladie, comme l'illustre le cas de la ville espagnole de Zamora: à la suite d'une intensification des célébrations religieuses durant l'épidémie, la ville déplore la plus haute mortalité des capitales de province du pays. Enfin, les ressources matérielles

conditionnent les chances de survie, puisque de l'aisance financière dépend la capacité à se reposer jusqu'à convalescence et éviter les complications ultérieures.

Ce dernier point est essentiel. Médecins et bactériologues se félicitent, en 1917, d'être parvenus à préserver armées et sociétés des épidémies que les guerres ont toujours provoquées ou favorisées. En 1918, ils connaissent une cuisante humiliation: ils s'avèrent incapables même d'identifier l'agent pathogène, le virus échappant à leurs microscopes. Impuissante, la science triomphante ne peut rien pour les malades – pire, le meilleur traitement disponible étant le repos, la grippe renforce la position des infirmières vis-à-vis des médecins. La grippe apparaît comme le retour d'un temps que la science avait déclaré révolu.

Les mesures officielles portent la marque de ces incertitudes. Si les autorités politiques et militaires helvétiques instrumentalisent à l'envi l'épisode de juillet 1918¹, les autorités sanitaires ne prennent les premières mesures sérieuses qu'à l'automne. La règle, appliquée de manière inégale par les cantons, est l'isolement: les rassemblements sont à éviter, les manifestations sont annulées, les patients confinés.

Ces mesures reportent l'essentiel du coût de la maladie sur les individus, conduisant les plus pauvres à une situation intenable. Les assurances maladie amortissent certes une partie de cette charge, mais les plus démunis ne bénéficient souvent d'aucune couverture. Les caisses des syndicats, souvent communes avec celles des assurances maladie, sont largement sollicitées par les grèves de l'année 1918. Il en va, pour certains, de simple survie: ainsi de la famille Trottmann, de Baden (AG), dont la situation est lapidairement décrite par le secrétaire de l'Assistance aux indigents: «Décès, maladie, naissance du 9^e enfant, participation du père à la Grève générale.» Elle se voit accorder 8 litres de lait quotidiens pendant quatre semaines.

* Doctorant en histoire de la santé publique. Thèse en cours: «La grippe pandémique dans l'institutionnalisation de la santé publique en Suisse, 1874-1920», Université de Bâle et Ecole des Hautes Etudes en sciences sociales, Paris.
¹ Lire «Epidémies: une lutte faible et décentralisée», Le Courrier du 13 mars 2020.

En raison de l'épidémie, le Conseil fédéral décide que les votations du 17 mai n'auront pas lieu

LE SCRUTIN EST REPORTÉ

PHILIPPE CASTELLA

Droits populaires ► Conséquence de l'épidémie qui sévit en Suisse, les votations populaires du 17 mai sont reportées, une première depuis 1951 (voir ci-après). Ainsi en a décidé le Conseil fédéral hier. La question planait depuis le report de la troisième semaine de session (lire notre édition de mardi).

Le 17 mai, le peuple suisse devait se prononcer sur une révision de la loi sur la chasse, sur une augmentation des déductions fiscales pour enfants et surtout sur la très sensible initiative populaire de l'UDC visant à la suppression de la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union européenne. Ce scrutin pourrait être reporté au 27 septembre, prochaine date de votations réservée. Le Conseil fédéral prendra une décision en temps voulu à ce sujet.

Les délais suspendus

Dans la foulée, le Conseil fédéral a décidé de suspendre tous les délais légaux pour la récolte de signatures, ainsi que pour le traitement des initiatives et référendums. «Il n'est plus guère possible de récolter des signatures dans l'espace public en raison des restrictions nécessaires de la liberté de réunion et de la liberté de mouvement», justifie-t-il dans son communiqué.

Cette suspension des délais légaux devrait aussi permettre aux deux Chambres de se mettre d'accord concernant un contre-projet à l'initiative populaire pour des multinationales responsables, un processus stoppé net par l'annulation de la troisième semaine de la session de printemps.

Le gouvernement recommande aussi le report des assemblées communales, sauf nécessité impérative. Et il salue les décisions prises par les cantons d'Appenzell Rhodes-Intérieures et de Glaris d'ajourner leur Landsgemeinde.

Pour justifier le report du scrutin du 17 mai, le Conseil fédéral invoque des motifs sanitaires et d'information. Les mesures prises pour enrayer l'épidémie de Covid-19 perturbent la campagne en empêchant les séances d'informations, les manifestations



Le 31 août 2018, l'UDC déposait son initiative dite «de limitation». Le scrutin prévu le 17 mai est reporté.

KEYSTONE-ARCHIVES

publiques, ainsi que les réunions de partis et d'autres acteurs pour définir leur mot d'ordre.

«Pas de petits jeux»

Cette décision suscite de la compréhension au sein des différentes formations politiques. «Aujourd'hui, la priorité va à la santé de la population suisse», réagit Céline Amaudruz, vice-présidente de l'UDC Suisse. «C'est une décision sans surprise et qui permet de faire comprendre à la population que le plus important est de rester chez soi.» La Genevoise n'y voit aucun calcul politique: «Il n'y a personne qui joue avec le calendrier. On est en train de sauver des vies.»

Toujours dans le camp des partisans de l'initiative dite de limitation, l'Association pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN) dit «accepter et comprendre la décision du

«On aurait intérêt à liquider assez vite cette initiative de l'UDC»

Christian Levrat

Conseil fédéral». Ce report représente toutefois pour l'association «un véritable défi financier», écrit-elle. L'ASIN espère surtout que, dans la fixation de la nouvelle date de votation par le Conseil fédéral, «les petits jeux tactiques, y compris avec la Commission européenne, n'aient aucun rôle».

Pour le vice-président du PLR Philippe Nantermod, ce report est «logique, surtout au vu de l'importance de l'enjeu autour de l'initiative de l'UDC. Nous vivons une période exceptionnelle et nous ne pourrions pas avoir une campagne de votations normale».

De même, pour le vice-président du PDC Charles Juillard, «les gens ont d'autres soucis pour l'instant. C'est une sage décision à la fois par rapport à la campagne et l'organisation du scrutin». Car si le vote par correspondance permet de s'exprimer depuis chez soi, il

n'en va pas de même pour le dépouillement.

Les réserves socialistes

Les socialistes sont les seuls à émettre des réserves quant à ce report, en le qualifiant de «compréhensible, mais regrettable». Son président Christian Levrat peut comprendre les motifs sanitaires qui justifient un report, notamment par rapport aux scrutateurs. En revanche, le Fribourgeois estime «tout à fait possible de faire campagne dans cette situation, en recourant davantage aux médias électroniques, à la presse écrite et aux réseaux sociaux».

Et d'ajouter: «Le ralentissement de la vie sociale fait que les gens ont du temps pour s'informer. Et s'ils ont d'autres soucis pour l'instant, d'ici deux à trois semaines, ils seront peut-être contents de parler d'autres thèmes que de la crise sanitaire.»

Sur un plan plus politique, le président du PS met en avant l'argument qu'«on aurait intérêt à liquider assez vite cette initiative de l'UDC, parce que c'est une hypothèque qui pèse sur notre économie et qu'on aura déjà suffisamment d'autres soucis économiques à régler au sortir de la crise sanitaire».

En tant que président de la commission de l'économie du Conseil des Etats, Christian Levrat espère aussi que la vie politique puisse se poursuivre à ce niveau-là. Des décisions doivent encore tomber quant au maintien des séances de commission la semaine prochaine: «Le parlement doit débattre avec le Conseil fédéral des mesures à mettre en place, notamment sur le plan économique. Les parlementaires sont élus directement par la population, pas le Conseil fédéral. Je ne serais pas favorable à un pays plongé dans une situation d'exception durable.»

UNE SITUATION RARE

Même durant l'épidémie de grippe espagnole en 1918, les Suisses se sont rendus aux urnes.

Ecoles fermées, spectacles et foires populaires annulés: la deuxième moitié de l'année 1918, marquée par la grippe espagnole, rappelle la situation actuelle. Pourtant, le 13 octobre de cette année-là, le peuple s'est rendu aux urnes. «En pleine phase active de l'épidémie, le vote sur l'introduction du scrutin proportionnel pour le Conseil national avait été maintenu», rappelle Francis Python, professeur d'histoire

contemporaine à l'Université de Fribourg.

«Les signatures en faveur de l'initiative pour l'introduction du scrutin proportionnel avaient été récoltées en 1913. Le Conseil fédéral était opposé à cette proposition et avait retardé au maximum la tenue du vote populaire. En juillet 1918, il n'avait plus d'autre choix que de soumettre l'objet au peuple.»

Les choses s'étaient pourtant passées différemment quatre ans plus tôt. «La première fois que le débat s'est posé sur le maintien ou non d'une votation populaire, c'était à la fin de 1914 sur les tarifs des CFF», éclaire

Olivier Meuwly, historien spécialiste de la Suisse.

«La décision a été prise en définitive par le parlement qui avait décidé de court-circuiter le référendum.» Ce cas particulier ne se reproduira pas: quelques mois plus tard, la population était appelée aux urnes concernant l'introduction de l'impôt fédéral direct.

Episode moins connu: en 1951, le Conseil fédéral a été contraint de renoncer à la tenue d'un scrutin. En cause? Une épidémie de fièvre aphteuse qui aurait empêché le bon déroulement de la votation dans plusieurs cantons. SEVAN PEARSON

LES FAITS DU JOUR

Suisse ► La barre des 3000 cas positifs a été franchie, a communiqué hier l'Office fédéral de la santé publique, qui en reste à 21 décès. Un décompte de l'ATS s'établit à 35 morts.

Médicaments ► Le Conseil fédéral limite l'achat de médicaments à base de paracétamol (comme le Dafalgan), aspirine, ibuprofène ou codéine. Les pharmacies ne pourront désormais délivrer qu'un seul paquet par client.

Dénonciations ► La police valaisanne a procédé mardi après-midi à trois dénonciations à Haute-Nendaz, Steg et Sion. Dans deux cas, des restaurants ont servi des boissons à des clients et dans l'un, c'est un magasin de vêtements qui n'avait pas fermé. Les contrevenants s'exposent à une peine privative de liberté de trois ans au plus ou à une peine pécuniaire, rappelle la police valaisanne.

Justice ► Les poursuites sont suspendues dans toute la Suisse dès aujourd'hui et jusqu'au 4 avril inclus, a décidé hier le Conseil fédéral. Il proposera prochainement des mesures touchant les tribunaux, mis eux aussi sous pression par l'épidémie de coronavirus.

Economie ► Les 10 milliards de francs déjà promis par le Conseil fédéral pour atténuer l'impact de l'épidémie sur l'économie sont très insuffisants, selon deux professeurs d'économie de l'EPFZ. Ils préconisent la création d'un «fonds suisse» doté de 100 milliards.

Genève ► Jacques-André Romand, le médecin cantonal genevois, a été testé positif au coronavirus. La ministre Nathalie Fontanet (plr) également. Les tests des six collègues de M^{me} Fontanet au Conseil d'Etat sont en revanche négatifs, précise la Tribune de Genève. ATS

L'Etat de Vaud hausse le ton. Le canton appelle la Confédération à décréter des mesures plus strictes

La surveillance est renforcée



Sur les bords du lac à Lausanne, la police a de la peine à faire respecter les règles édictées par les autorités.
KEYSTONE

RAPHAËL BESSON

Confinement ► Face à l'aggravation de la situation due au coronavirus, le canton de Vaud renforce son dispositif de surveillance. Il appelle la Confédération à décréter des mesures plus radicales encore. Un dispositif de soutien de 150 millions de francs à l'économie est avancé. Chantiers et activités industrielles doivent cesser si les mesures de protection ne sont pas respectées.

«Le Gouvernement vaudois implore les plus vulnérables à rester confinés», a lancé hier, très émue, la présidente du Conseil d'Etat Nuria Gorrite. «L'heure est grave, mais nous sommes déterminés» à prendre toutes les décisions pour protéger les familles, les enfants,

comme les femmes battues particulièrement menacées par le confinement. «L'heure est aussi à la confiance et à la responsabilité», a-t-elle ajouté lors de sa rencontre avec la presse.

D'une seule voix

Avec l'état de situation exceptionnelle, la Confédération a repris la main. Le canton de Vaud salue «cette détermination», mais demande toutefois d'aller plus loin en constatant «malheureusement» que les mesures édictées ne sont toujours pas pleinement respectées. Le gouvernement lance ainsi «un appel solennel et urgent aux autorités fédérales»: il faut décider «des mesures plus strictes de confinement sur tout le territoire». La demande vaudoise est soutenue par les



«Ils sont 35 aujourd'hui aux soins intensifs»

Karim Boubaker

autres cantons romands, a précisé la présidente.

«Les mesures sont sévères, mais il faut tout entreprendre pour préserver le système de santé», menacé par la pandémie. Les gens vulnérables continuent de sortir, ils n'hésitent pas à s'agglutiner alors que les consignes de distance entre les individus sont claires. Dans des parcs par exemple, les parents, qui surveillent leurs enfants, sont toujours regroupés, ce qui constitue un danger.

Le Gouvernement vaudois utilise en conséquence sa marge de manœuvre pour renforcer le dispositif sur son territoire qui est entré en vigueur hier soir à 18 heures et qui restera valable jusqu'au 19 avril. S'il veut encore «convaincre», il annonce néanmoins des contrôles et que les contreve-

nants pourront être amendés de 20 000 francs, voire de 50 000 francs en cas de récidive. Les rassemblements privés sont limités à 10 personnes, voire 5 dans les parcs, jardins publics et aires de jeux.

Courbe exponentielle

L'ensemble de ces mesures découle du constat que l'épidémie de coronavirus est loin de fléchir. Au contraire, a martelé le médecin cantonal Karim Boubaker. La courbe des personnes touchées est «exponentielle. Nous avons 5 personnes aux soins intensifs, ils sont 35 aujourd'hui.» Les personnes touchées sont en majorité des hommes, de 70 ans en moyenne. Mais un quart ne présentait «aucun facteur de risques». Alors qu'une centaine de personnes étaient hos-

pitalisées hier, elles sont 117 aujourd'hui.

En Suisse, ce sont entre 500 et 1000 nouveaux cas de personnes positives qui sont enregistrés chaque jour. Sur la question du dépistage, le médecin cantonal a relevé que Vaud était «assez large» dans sa pratique, ce qui explique peut-être pourquoi il est un des cantons les plus touchés, selon le classement diffusé.

Le médecin cantonal a souligné l'importance également de la santé psychique dans cette période d'incertitudes fortes et de confinement de la population. Il a relevé «une augmentation des signalements de cette problématique». Pour les familles en conflit ou subissant la violence domestique, des solutions d'éloignement des auteurs sont mises en œuvre. I

Poussée de fièvre aux guichets postaux

Le syndicat et les employés réclament une meilleure protection au géant jaune.

L'un travaille au guichet et s'inquiète qu'un seul désinfectant soit à la disposition de tout le personnel. Un autre de servir des clients malades. «Une personne avait de la fièvre et de la toux! Je vis avec ma maman très âgée et je n'aimerais pas lui transmettre le virus.» Ces témoignages sont ceux des employés de La Poste. Des conditions de travail qui mettent en danger la santé des collaborateurs, estime le syndicat Syndicom.

«Le manque de gel, de masques, de cloisons vitrées et des contacts réguliers avec la clientèle, font que ces employés sont très exposés», soutient le syndicaliste vaudois Dominique Gigon. En moyenne, un

facteur croise la route d'une centaine de personnes par jour, affirme un collaborateur de La Poste travaillant à Lausanne. «Nous ouvrons les portes d'immeubles, les boîtes aux lettres, appuyons sur les sonnettes. Des surfaces qui peuvent contenir le virus.»

Actuellement, dans sa filiale, les équipes fonctionnent en deux tournées. La première débute à 6 h, la suivante à 9 h afin de ne pas regrouper tous les employés dans une même pièce. «Reste qu'on est facilement une quinzaine, même si nous sommes espacés», déplore-t-il.

La Poste aurait envoyé une directive interne demandant à son personnel de respecter les mesures d'hygiène et donnant le droit aux employés de signer à la place des clients qui refusent d'ouvrir la

porte pour les recommandés. Ils peuvent inscrire «corona» sur leur machine et déposer les envois dans la boîte aux lettres. «C'est une énorme pression et responsabilité. Comment fait-on s'il y a un litige?», interroge le facteur, tout en admettant que c'est la meilleure manière que les clients ont de protéger leur facteur.

Syndicom demande au Conseil fédéral de suspendre les délais qui annuleraient la nécessité de distribuer les recommandés. Il exige aussi de La Poste de garantir un matériel de protection à chaque employé. «Elle doit aussi s'engager à identifier les personnes vulnérables et les renvoyer chez elles sans conséquence salariale», martèle Dominique Gigon. Des congés pour parents sans solution de garde sont aussi demandés.

Contacté, le géant jaune assure que le «bien-être de ses employés est sa priorité absolue» et qu'il travaille «d'arrache-pied pour trouver des solutions». Parmi les actions menées, La Poste a fait fabriquer des parois en plexiglas qui seront livrées dans tous les offices qui ont des guichets ouverts. Elle assure avoir livré des gels désinfectants sur 290 sites. Elle continue l'approvisionnement, tout en reconnaissant qu'elle aurait dû faire des réserves.

Pour les semaines à venir, quatre tonnes de produit désinfectant sont à la disposition du personnel. Les livraisons et colis prendront plus de temps afin que les équipes puissent travailler en plus petits groupes pour la préparation des tournées.

SELVER KABACALMAN

VISIONS DU RÉEL EN DIGITAL

Le festival Visions du réel repense sa 51^e édition agendée du 24 avril au 2 mai 2020 à Nyon. La sécurité de tous étant une priorité absolue dans la situation sanitaire actuelle, l'équipe prépare une formule alternative et inédite, uniquement sur internet. Cette nouvelle mouture permettra notamment de partager avec le public des films des compétitions sur des plateformes dédiées, sur une période limitée et avec un nombre de places virtuelles restreint. Ce, à l'image du mode de fonctionnement du festival, a écrit Visions du réel hier dans un communiqué.

Les activités de «l'Industry» seront également envisagées dans une formule numérique. Elles réuniront des professionnels du monde entier sans contraintes de calendrier ou budgétaires. Toutes ces initiatives ont pour but de tenir les engagements du festival auprès du public régional, national, international, ainsi qu'auprès des professionnels, qui ont confié leurs films et projets, souligne le communiqué. Des précisions seront apportées ultérieurement. **ATS**

Les chantiers fermés d'ici à vendredi

Genève ► Le Conseil d'Etat genevois a annoncé hier la fermeture des chantiers d'ici à vendredi midi au plus tard. «Ils représentent un risque important, explique Serge Dal Busco, chargé des Infrastructures. Nous avons aussi entendu les souhaits des syndicats et des organisations patronales, demandant des mesures plus dures.» Des dérogations pourront être octroyées dans des cas où l'intérêt public prépondérant s'impose, comme des travaux de sécurité.

Le gouvernement a aussi activé une «task force» tripartite de surveillance du marché de l'emploi. «Nous vivons une situation exceptionnelle, les partenaires sociaux

en sont conscients, assure Mauro Poggia, chargé de la Sécurité, de l'Emploi et de la Santé. Nous devons réduire les risques au maximum.» Le président du Conseil d'Etat, Antonio Hodgers, a appelé les employeurs à «prendre leurs responsabilités envers leurs salariés. Nous avons reçu beaucoup de témoignages d'employés dénonçant le manque de mesures et de distances de sécurité dans leurs entreprises. Or, les activités doivent être limitées au maximum, et quand ce n'est pas possible, il faut absolument appliquer les recommandations sanitaires.» Et Antonio Hodgers d'annoncer qu'il peut y avoir des contrôles, et des amendes

sévères en cas de non-respect des mesures.

Mauro Poggia a encore annoncé que les visites dans les hôpitaux, les EMS et les établissements pour personnes handicapées étaient désormais interdites. Elles ne seront admises que dans des situations ponctuelles, comme en cas de décès imminent d'un proche.

«Nous ne sommes pas encore au pic de l'épidémie. Cette situation va durer, et le plus dur reste à venir», a encore averti Antonio Hodgers.

De son côté, la Ville de Genève a annoncé «renoncer à l'encasement des loyers des commerces et établissements publics gérés par la Gérance immobilière municipale contraints

de fermer pour le mois d'avril 2020». Cette mesure coûte environ 1,2 million de francs par mois, précisent les autorités municipales. La Ville informe également que les frais de crèches subventionnées ne sont plus perçus à compter du 16 mars et qu'elle a «mis à disposition de toutes les associations genevoises d'urgence sociale des salles de gymnastique, afin que les personnes mises à l'abri puissent bénéficier de meilleures conditions d'hébergement».

La Fondation des parkings a, elle, annoncé qu'au «vu des circonstances exceptionnelles», «seules les infractions portant atteinte à la sécurité des usagers seront sanctionnées».

GUSTAVO KUHN

GENÈVE

MENACE DE RECOURS EN CAS DE SECOND TOUR

Ensemble à gauche (EàG) lance un avertissement sans frais. Si le second tour des élections municipales genevoises, agendé au 5 avril, n'est pas reporté, un recours en bonne et due forme sera déposé. Selon le député Pierre Vanek, il est d'ores et déjà rédigé. EàG relève dans un communiqué que les bureaux de vote ne pourront pas fonctionner normalement, et que de nombreuses personnes seront obligées de sortir de chez elles, les mettant ainsi en danger. Et, politiquement, il est illusoire de laisser entendre qu'une campagne pourra être menée de manière un tant soit peu démocratique. De bonne source, on nous fait savoir que le Conseil d'Etat serait en train de fléchir sur le sujet et qu'il pourrait faire machine arrière aujourd'hui. **PBH**

Le personnel de vente de biens de première nécessité met sa santé en danger pour approvisionner la population. Les syndicats exigent une meilleure protection

Des héros derrière les étals

JULIE JEANNET ET MAUDE JAQUET

Coronavirus ► De nombreux employés des magasins d'alimentation et de stations-service se sentent abandonnés. Alors qu'ils s'exposent à des risques de contamination au coronavirus, les mesures mises en place pour les protéger sont maigres. Le syndicat Unia dénonce des manquements très fréquents aux recommandations de l'Office de la santé publique (OFSP).

Consignes peu respectées

«Ce n'est pas seulement pour me protéger moi que je mets un masque, mais surtout pour protéger les autres. Alors quand mes collègues sont venus me dire que son port était interdit par la hiérarchie 'pour ne pas effrayer les clients', j'ai été abasourdi», témoigne Léo*, vendeur chez Coop. Une situation loin d'être anecdotique: chez les deux leaders oranges de la grande distribution, l'accessoire chirurgical aurait été prohibé. Certains employés dénoncent des menaces de renvoi en cas d'infraction à ces consignes.

Interrogé, le porte-parole de Migros confirme que le port du masque n'est pas autorisé pour le personnel de caisses. «Chaque fois qu'on en porte un, on prive un soignant ou une personne atteinte, alors qu'il ne protège rien les personnes saines», répond Tristan Cerf, porte-parole du groupe. Une réponse qui fâche les syndicats. «Bien que cette protection ne soit pas forcément la plus adéquate, tant que toutes les consignes de l'OFSP ne seront pas strictement appliquées par les employeurs, ceux-ci ne doivent pas leur interdire cette possibilité», s'insurge Anne Rubin, responsable du commerce de détail chez Unia.

Léo n'a pas renoncé à porter son masque, peu convaincu par les mesures de protection mises en place par son employeur. Pas de contrôle du nombre de clients à l'entrée de la succursale, pas de plexiglas de protection aux caisses ni de désinfection régulière des surfaces. Chez Lidl, constat tout aussi effrayant: du désinfectant cantonné à la salle de pause, un agent de sécurité



Unia exige que le nombre de clients soit limité à l'entrée des magasins et que du personnel spécifique soit dévolu à cette tâche JPDS

qui trie les entrées «à l'œil» et des clients qui s'entassent à la caisse, dénonce un employé.

Les grandes enseignes promettent de réagir au plus vite: «Dès vendredi, toutes les filiales seront équipées de plexiglas pour limiter les contacts entre clients et caissiers», assure Tristan Cerf. Coop s'engage aussi à mettre en place une protection physique pour ses caissiers et un système «d'entrée simple», sans en expliquer le fonctionnement.

Inconscience collective

Aux manquements décriés s'ajoutent les incivilités des consommateurs, qui franchissent allègrement les limites au sol censées garantir les distances entre clients, s'agglutinent dans les rayons et dévalisent les étalages. «Aujourd'hui, notre travail est autant essentiel que celui du personnel soignant. Manger et boire est vital, or nous avons très peu de reconnaissance, dé-

plore la caissière d'une station essence. A contrario du personnel soignant, nous n'avons jamais signé pour être au front, mais nous acceptons nos responsabilités. Si nous démissionnions,

ça serait une sorte de guerre civile, poursuit-elle. Je prend des risques pour ma santé pour que les gens puissent vivre, je renonce à voir mes parents pour pouvoir les servir. Les clients ne res-

pectent même pas les consignes. Hier matin, ils étaient dix-huit alors que notre shop ne fait que 60 mètres carrés.»

Après des journées de dix heures, certains employés

«IL FAUT PROTÉGER LES TRAVAILLEURS»

«Il y a un décalage entre les discours officiels d'un pays à l'arrêt avec appel à rester chez soi et la réalité de ceux qui doivent continuer de travailler. Les mesures de sécurité nécessaires pour protéger de nombreux employés ne sont pas prises», dénonce Alessandro Pelizzari, secrétaire régional d'Unia, lors d'une conférence de presse en ligne de la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS). Cette dernière demande ainsi l'arrêt de toute activité professionnelle non indispensable et la mise en place de mesures strictes pour protéger les salariés des secteurs qui doivent impérativement se maintenir, comme la santé, le social ou l'approvisionnement de nourriture. Mais aussi la garantie de revenu des travailleurs. «Le chômage partiel exclut les temporaires, les gens payés à l'heure ou

les indépendants. Il faut un fonds de soutien pour eux», affirme Alessandro Pelizzari. «De nombreuses personnes sont démunies, poursuit Davide De Filippo, du SIT. L'Office cantonal de l'emploi ayant fermé ses portes, les nouveaux chômeurs ne peuvent s'inscrire. Une communication téléphonique doit au moins être possible.»

Et le syndicaliste de demander que les autorités réaffirment le droit à l'emploi et se positionnent contre les licenciements. La CGAS réclame également que le financement des mesures pour lutter contre la crise se fasse par une fiscalité plus juste, en éliminant les «niches» notamment. Elle a aussi annoncé l'annulation du défilé et des activités habituelles du 1^{er} Mai. **GKN**
Lire aussi en page 6.

estiment ne plus pouvoir distinguer les courbatures liées à la fatigue à d'éventuels symptômes du Covid-19. Une caissière raconte avoir appelé son supérieur pour lui confier qu'elle ne se sentait pas bien, on lui a ordonné de venir travailler à moins qu'elle n'ait de la fièvre ou un certificat médical.

Peu de reconnaissance

Afin d'éviter que le personnel de vente ne subisse l'ire de clients agressifs ou paniqués par des rayons vides, Unia demande aux employeurs de prévoir des plages de réapprovisionnement des rayonnages, sans consommateurs. Il exige que le nombre de clients soit limité à l'entrée et que du personnel spécifique soit dévolu à cette tâche.

Chez Migros, le port du masque n'est pas autorisé pour le personnel de caisses

Le syndicat s'inquiète aussi des sanctions qui pourraient être prises à l'encontre des employés qui n'auraient pas trouvé de solution de garde pour leurs enfants. «On arrive au bout des trois jours que la loi prévoit pour s'occuper d'un enfant malade, ça va être très problématique, avance la syndicaliste. Le paiement des salaires doit être assuré. De plus, les enfants du personnel mobilisé pour assurer l'approvisionnement de la population doivent bénéficier des mêmes priorités d'accueil de la part des cantons que ceux du personnel soignant. Nous exigeons que le Conseil fédéral donne un signal clair dans ce sens!»

«On aimerait juste plus de reconnaissance et de respect. Suivez les consignes, ne venez pas si ce n'est pas nécessaire. Tout le monde doit jouer le jeu, la quarantaine ce n'est pas les vacances!» assène une caissière. **I**

*Prénom d'emprunt.

Les syndicats réclament la fin des activités non urgentes et une meilleure protection des travailleurs

Appel pour un congé extraordinaire

Coronavirus ► Il faut arrêter toutes les activités de production et de service qui ne sont pas socialement nécessaires et urgentes. Les syndicalistes de Suisse romande ont lancé hier un appel au Conseil fédéral à cause du coronavirus.

«Nos vies valent plus que leurs profits», justifient les signataires de l'appel. Pour combattre la propagation du virus et réduire le nombre de décès à venir, il ne suffit pas de fermer bistrot, salons de coiffure et cinémas, estiment les syndicalistes romands du Syndicat des services publics (SSP) et d'Unia.

A quoi bon interdire l'accès aux parcs publics si des cen-

taines de milliers de salariés doivent travailler les uns aux côtés des autres sur les chantiers, dans des entreprises industrielles, voire même dans des bureaux. Tous ceux qui accomplissent des activités non socialement nécessaires et urgentes devraient bénéficier d'un congé extraordinaire payé jusqu'à la fin de la situation d'urgence sanitaire.

Licenciements interdits

Le congé ne devrait être déduit ni d'éventuelles heures supplémentaires à récupérer ni de jours de congé à prendre. Les syndicalistes exigent encore que les mesures adaptées de protection des salariés, y com-

«Nos vies valent plus que leurs profits»

pris des contrôles réels de leur application, soient mises en place dans toutes les entreprises et services en activité.

Les syndicalistes réclament par ailleurs l'interdiction des licenciements pour cause d'arrêt ou de réduction de la production ainsi que la prolongation des indemnités de chômage.

Une aide pour les freelances

Pour financer ces mesures, il y a le chômage partiel. Mais les syndicalistes évoquent aussi une «contribution de solidarité» qui pourrait être demandée aux grands patrons et actionnaires.

Les freelances et les indépen-

dants qui travaillent dans la branche des médias et dans le domaine créatif devraient également bénéficier d'un soutien, estime Syndicom. Ces branches sont directement touchées par la crise du coronavirus qui a entraîné l'annulation de moult mandats.

Elles sont en outre à peine couvertes par les assurances sociales. Le syndicat a donc lancé jusqu'à aujourd'hui un sondage auprès des personnes concernées pour qu'elles indiquent leur manque à gagner. Syndicom estime qu'en l'état, les mesures de soutien prévues par la Confédération ne sont pas efficaces et s'avèrent insuffisantes pour ces travailleurs. La Confédé-

ration et les cantons doivent faire plus.

Réponse demain

Le Conseil fédéral a discuté hier de mesures supplémentaires visant à atténuer les conséquences économiques de l'épidémie. Les décisions seront prises et communiquées demain lors de la séance du gouvernement, a indiqué sur Twitter le porte-parole du Conseil fédéral, André Simonazzi.

Vendredi dernier, le gouvernement avait annoncé une enveloppe de 10 milliards de francs pour des mesures immédiates. Certaines de ces mesures doivent encore être élaborées ou précisées. **ATS**

Inquiétude à la Poste

L'un travaille au guichet et s'inquiète qu'un seul désinfectant soit à la disposition de tout le personnel. Un autre de servir des clients malades. «Une personne avait de la fièvre et de la toux! Je vis avec ma maman très âgée et je n'aimerais pas lui transmettre le virus.» Ces témoignages sont ceux des employés de la Poste. Des conditions de travail qui mettent en danger la santé des collaborateurs, estime le syndicat Syndicom.

«Le manque de gel, de masques, de cloisons vitrées et des contacts réguliers avec la clientèle font que ces employés sont très exposés», soutient le syndicaliste vaudois Dominique Gigon. En moyenne, un facteur croise la route d'une centaine de personnes par jour, affirme un collaborateur de la Poste travaillant à Lausanne. «Nous ouvrons les portes d'immeubles, les boîtes aux lettres, appuyons sur les sonnettes. Des surfaces qui peuvent contenir le virus.» Actuellement, dans sa filiale, les équipes fonctionnent en deux tournées. La première débute à 6 h, la suivante à 9 h, afin de ne pas regrouper tous les employés dans une même pièce. «Reste qu'on est facilement une quinzaine, même si nous sommes espacés», déplore-t-il. La Poste aurait envoyé une directive interne demandant à son personnel de respecter les mesures d'hygiène et donnant le droit aux employés de signer à la place des clients qui refusent d'ouvrir la porte pour les recommandés. Ils peuvent inscrire «corona» sur

leur machine et déposer les lettres dans la boîte. «C'est une énorme pression et une énorme responsabilité. Comment fait-on s'il y a un litige?» interroge le facteur. Il admet toutefois que le refus de signature des clients est la meilleure manière de protéger leur facteur.

Syndicom demande au Conseil fédéral de suspendre les délais qui annuleraient la nécessité de distribuer les recommandés. Il exige aussi de la Poste de garantir un matériel de protection à chaque employé. «Elle doit aussi s'engager à identifier les personnes vulnérables et les renvoyer chez elles sans conséquence salariale», martèle Dominique Gigon. Des congés pour parents sans solution de garde sont aussi demandés.

Contacté, le géant jaune assure que le «bien être de ses employés est sa première priorité» et qu'il travaille «d'arrache-pied pour trouver des solutions». Parmi les actions menées, la Poste a fait fabriquer des parois en plexiglas qui seront livrées dans tous les offices qui ont des guichets ouverts. Elle assure avoir livré du gel désinfectant sur 290 sites. Elle continue l'approvisionnement, tout en reconnaissant qu'elle aurait dû faire des réserves. Pour les semaines à venir, 4 tonnes de produit désinfectant seront à la disposition du personnel. Les livraisons et colis prendront plus de temps afin que les équipes puissent travailler en plus petits groupes pour la préparation des tournées. **SELVER KABACALMAN**

PARTENARIAT

LA VILLE DE GENÈVE
ENGAGÉ



LA VILLE DE GENÈVE SOUHAITE POURVOIR LES POSTES SUIVANTS:

AGENTS OU AGENTES D'ENTRETIEN I à 50-100%
au Service des écoles et institutions pour l'enfance (ECO)

COLLABORATEUR ADMINISTRATIF OU COLLABORATRICE ADMINISTRATIVE à 50% à la Gérance immobilière municipale (GIM)

CONTRÔLEUR OU CONTRÔLEUSE DES INCIVILITÉS
au Service de la Voirie-Ville propre (VVP)

ADJOINT OU ADJOINTE SCIENTIFIQUE à 50%
à la Bibliothèque de Genève (BGE)

Pour plus de détails concernant ces annonces: www.ville-geneve.ch

Conditions et procédure d'inscription:

Soucieuse de développement durable, la Ville demande que les postulations lui soient adressées de préférence sous forme électronique. Les conditions de postulation et d'engagement sont disponibles à l'adresse suivante: www.ville-geneve.ch. Les dossiers incomplets ou ne correspondant pas aux exigences du poste ne seront pas retenus. Tous les postes de l'administration municipale sont ouverts tant aux femmes qu'aux hommes, selon les objectifs de la politique de promotion de l'égalité entre femmes et hommes poursuivis par la Ville de Genève. Dans sa volonté de lutter contre le chômage, la Ville encourage les candidatures provenant de l'Office cantonal de l'emploi. Les postes sont ouverts à toute personne titulaire d'un permis ou d'une autorisation de travail valable.

PUBLICITÉ



Créée en 1969, la Fondation des Parkings (www.geneve-parking.ch) est un établissement autonome de droit public, dépendant du département des infrastructures (DI). Acteur majeur de la politique du stationnement du Canton, la Fondation est en charge de la réalisation et de l'exploitation des parkings P+R, habitants et visiteurs, de la gestion des macarons, de la gestion des horodateurs en Ville de Genève, ainsi que du contrôle du stationnement en Ville de Genève et dans plusieurs communes du Canton. Elle gère près de 180 parkings totalisant quelques 30'000 places pour voitures. Elle emploie plus de 180 collaborateurs sur 6 sites à Genève. Dans le cadre d'une évolution interne, nous recherchons une personnalité alliant affinité pour la technique et compétences managériales en tant que :

Directrice-teur de l'Exploitation

En tant que membre du Comité de Direction, vous rapportez au Directeur Général et participez à l'élaboration et au développement des stratégies. Vous êtes la/le garant/e du bon fonctionnement des parkings et d'une prestation de service de qualité. Vous menez, coachez et inspirez une équipe d'une cinquantaine de collaborateurs, dont 5 responsables de service qui vous rapportent en direct, en vue d'atteindre les objectifs fixés et satisfaire les attentes des propriétaires de parkings. Votre département est compétent pour la collecte de l'argent (service tri-monnaie), l'entretien des horodateurs, la gestion des paiements par téléphone, les paiements par cartes bancaires, la sécurité des biens et des personnes, l'exploitation des parkings intérieurs et extérieurs, le portefeuille des assurances, des contrats clients institutionnels et des fournisseurs.

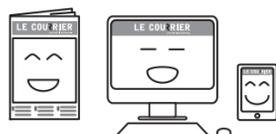
Au bénéfice d'une formation de niveau supérieur en gestion ou en tant qu'ingénieur/e, vous disposez d'une expérience professionnelle réussie dans une fonction similaire de minimum 5 ans dans des secteurs aussi divers que l'hôtellerie, l'événementiel, l'industrie ou encore l'humanitaire. Vous aimez agir sur le terrain au plus proche de vos équipes, des impératifs et des clients. En habile gestionnaire, vous décelez facilement l'essentiel et décidez rapidement. Vous êtes apprécié/e pour vos compétences organisationnelles mais aussi et surtout vos qualités humaines et communicationnelles. Sans être un/e expert/e, vous êtes compétent/e dans les domaines touchant au bâtiment, à la sûreté et au contrôle d'accès. Une expérience dans les marchés publics serait un avantage. Vous parlez couramment le français, l'allemand étant un plus. Vous connaissez très bien le Canton et la Ville de Genève pour y vivre ou y avoir vécu.

La Fondation des Parkings vous offre l'opportunité d'intégrer une structure saine et reconnue, dans un contexte de changement et de progrès ; un défi à la mesure des enjeux économiques et environnementaux de demain liés à la mobilité urbaine ; l'occasion d'être au cœur des réflexions stratégiques et d'influencer directement les décisions relatives à l'expansion et à la diversification des activités de la Fondation ; une fonction managériale à multiples facettes ; la chance de pouvoir capitaliser sur les compétences et connaissances d'une équipe motivée et engagée.

Merci de nous adresser votre candidature via le site www.mercuriurval.com/fr-ch, référence CH-04080. Pour de plus amples informations, veuillez téléphoner au +41 22 365 44 44. Mercuri Urval avec des bureaux à Zurich, Nyon, Berne et Lucerne ainsi que plus de 70 autres succursales dans le monde.

It's All About People™

Mercuri Urval



Soutenez Le Courrier !
CCP 12-1254-9

Il est encore temps de dépister à large échelle selon les infectiologues. Interview avec Emma Hodcroft

Voir l'ennemi pour le combattre

IGOR CARDELLINI

Pandémie ▶ «Nul ne peut combattre un incendie les yeux bandés.» Lundi, le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, Tedros Adhanom Ghebreyesus, appelait les gouvernements à «faire un test pour chaque cas suspect» de Covid-19.

En Suisse, le gouvernement semble déterminé à réserver les tests pour les personnes à risque et celles avec des symptômes. Officialisée le 9 mars, l'approche ciblée de la Confédération a provoqué l'ire d'infectiologues tels que Marcel Salathé, Christian Althaus, Jacques Fellay qui sont montés au créneau dans la presse et sur les réseaux sociaux. Le gouvernement, qui persiste et signe, fait-il une erreur ou la démarche adoptée est-elle suffisante? Pour Emma Hodcroft, épidémiologiste à l'Université de Bâle, il est encore temps pour le dépistage à large échelle.

Mardi encore, Daniel Koch, responsable de la division des maladies transmissibles de l'Office fédéral de la santé publique, justifiait la stratégie adoptée tout en reconnaissant que l'office est submergé. Qu'est-ce que cela vous inspire?

Emma Hodcroft: Je suis déçue par les déclarations de Daniel Koch à ce sujet. Je suis en revanche heureuse d'entendre que le nombre de tests augmente, mais nous devons radicalement en élargir le champ afin d'obtenir une image claire de la pandémie ici en Suisse. Il est nécessaire de ne pas se limiter aux personnes symptomatiques ou à haut risque. Cela ne nous donne qu'une vision très biaisée de la propagation de l'épidémie. Il faut que l'on puisse savoir combien de personnes présentent des symptômes «légers» du virus pour mieux le comprendre.

Marcel Salathé a déclaré que l'abandon de l'idée de tester à large échelle apparaîtrait comme la pire décision dans l'histoire de la pandémie. N'est-ce pas trop alarmiste?



Dépister très largement est crucial: c'est le meilleur moyen de stopper la transmission du virus.
KEYSTONE

Nous ne pouvons pas combattre un ennemi que nous ne voyons pas, et les tests sont le moyen de voir le virus. L'intensification des dépistages doit devenir une priorité maintenant.

Pourquoi est-ce si important?

Il permet d'éviter que notre système de santé ne soit surchargé. L'exemple de la Corée du Sud est éloquent. Ce pays a pris des mesures drastiques, avec une campagne massive de dépistage et la courbe est aujourd'hui sous contrôle avec des chiffres en baisse. L'exemple montre qu'agir de la sorte permet aux gens de savoir qu'ils ont le virus tôt et donc de stopper sa transmission précoce. Nous savons que les symptômes peuvent être très discrets ou, lorsqu'ils se développent, mettre un certain temps à se manifester avec le Covid-19. Avoir des tests ra-



«L'intensification des dépistages doit devenir une priorité maintenant»

Emma Hodcroft

pides, disponibles et gratuits, c'est permettre à la population d'adopter tout de suite – dès les premiers jours de sa contraction – les mesures de mise: s'isoler, rester à la maison et éviter d'aller dehors autant que possible.

Et cela permet aux spécialistes comme vous de traquer les virus...

Quand vous testez toute la population, vous avez une idée très exacte de la quantité de personnes infectées et aussi des symptômes qu'ils développent.

Y a-t-il consensus parmi les épidémiologistes sur la nécessité de tester à large échelle?

Je dirais qu'il y a un consensus très clair. Chaque scientifique que je connais défend le besoin de tester. Il faudrait que chacun puisse avoir accès à une station locale de dépistage à terme.

Cette stratégie n'est-elle pas trop coûteuse?

L'intensification des dépistages n'est pas une affaire facile. Ce n'est pas le genre de dispositif que l'on peut mettre en place du jour au lendemain. Cela demande beaucoup d'équipements, de tests, de réactifs chimiques et de ressources humaines pour que ça soit fonctionnel. Mais la Suisse est un pays riche. Et je crois qu'il y a la volonté de faire évaluer et produire des tests que l'on pourrait utiliser ici. J'aimerais voir les autorités publiques commencer à travailler en direction de ce but. Ça ne sera pas gratuit, mais il n'y a pas d'issue à cette pandémie qui ne sera pas coûteuse. En Italie cet argent est dépensé maintenant pour tenter de maintenir les hôpitaux à flot, avec une quantité importante de gens dans un état critique.

Quelles pourraient être les conséquences de l'inaction?

Nous sommes chanceux ici. Nous avons un peu de temps. L'Italie a été prise de court, en comparaison, la Suisse a quelques semaines de retard. Nous avons encore le temps de prendre certaines mesures et elles pourraient toujours faire une différence importante.

Des craintes ont été émises quant à la disponibilité des tests. Comment évoluent les moyens de dépister?

Le canton de Bâle-Campagne a commencé à tester avec des équipes mobiles. Berne aussi met en place un système mais plutôt sur le modèle des *drive-in* (lire ci-après). C'est formidable que des cantons prennent les devants. J'espère que les autres vont suivre rapidement. I

Bâle et Berne, des modèles de dépistage?

Les deux cantons collaborent en vue de proposer un concept prêt à l'emploi aux autres cantons.

Bâle-Campagne a lancé son système de dépistage à domicile depuis la semaine dernière. Entre mercredi et dimanche, un peu plus de 100 personnes ont été testées, 50 dans la journée de lundi. Deux équipes se déplaçant en camionnettes, chacune composée d'un médecin spécialiste accompagné de deux membres de la protection civile. Ensemble ils se rendent chez les personnes souffrant potentiellement du Covid-19 qui ne peuvent pas se déplacer. L'objectif étant de soulager les services d'urgence des hôpitaux et de maintenir les cas suspects à distance.

Depuis hier, deux centres de dépistage ont aussi ouvert et devraient effectuer la majorité des dépistages. A Bâle-Campagne, les patients doivent passer par leur médecin de famille ou

un établissement médical en amont des tests.

Le canton de Berne joue aussi un rôle pionnier. Lundi soir, Christoph Ammann, le président du conseil exécutif, a annoncé la mise en place d'un centre de test rapide *drive-in* à la périphérie de la ville de Berne. Les prélèvements seront effectués sur des personnes dans leur véhicule, le dispositif prévoyant un accès pour les piétons. Les patients ne présentant que des symptômes légers mais appartenant à des groupes à risque et ceux ayant des symptômes clairs comme de la fièvre ou une toux sèche sont concernés. Selon la Direction de la santé bernoise entre 800 et 1000 dépistages pourront être réalisés par jour et les résultats seront communiqués dans les vingt-quatre heures.

Giebel Gundekar, porte-parole de la Direction de la santé publique bernoise,

précise que le système devrait être opérationnel dès le début de la semaine prochaine. La démarche est le fruit d'une collaboration entre le canton de Berne et les sociétés Viollier et Roche, qui livrent les kits. La machine de Roche permettant de réaliser un grand nombre de tests et qui fournit un diagnostic en trois heures et demie sera très probablement installée à l'Hôpital cantonal.

Des centres sont aussi par ailleurs prévus à Bienne et à Thoune et devraient avoir la même capacité. «Nous sommes actuellement en collaboration étroite avec Bâle-Campagne qui a développé des équipes mobiles de sorte à allier nos forces mutuelles et potentiellement proposer aux autres cantons un concept complet et efficace», indique le porte-parole. Plusieurs cantons auraient déjà signalé leur intérêt.

IGOR CARDELLINI

GENÈVE SOUS HAUTE TENSION

L'Office fédéral de la santé publique signalait mardi que 2500 tests peuvent être réalisés par jour en Suisse, capacité qui évolue quotidiennement. Mais selon la stratégie adoptée, il appartient aux cantons de choisir leur option de dépistage et de gérer leur mise en place. Genève, premier canton à élaborer une procédure de détection, se limite à se conformer à l'approche qui vise à cibler les cas à risque et symptomatiques. Mais comme les cas augmentent très rapidement, mécaniquement le canton étend la quantité de dépistages. Pour donner une idée de l'évolution de la situation, un médecin œuvrant aux Hôpitaux universitaires de Genève (HUG) souligne qu'«alors que 10 personnes étaient intubées lundi, l'hôpital en comptait 25 mardi en fin de journée».

En fin de semaine dernière le service de communication des HUG annonçait 250 tests quotidiens, il en signale 300 au-

jourd'hui. A ce sujet, le médecin des HUG note qu'il faut 4 à 6 heures pour obtenir les résultats en temps normal, mais que les délais s'allongent et dépassent la journée actuellement. «Il est clair que nous sommes dans une situation bien tendue», souligne Nicolas de Saussure au nom des HUG sans toutefois parler de saturation. Importants, les défis sont moins d'ordre technique que logistique. Baptisé «secteur E», l'espace aménagé en marge des urgences pour recevoir les syndromes respiratoires aigus sert depuis lundi à séparer les personnes souffrant potentiellement du Covid-19 des autres patients. «Le secteur améliore la situation logistique», relève Nicolas de Saussure. Des étudiants en médecine et en soins infirmiers ainsi que de jeunes retraités ont été appelés en renfort. Reste que mardi les masques étaient écolés, un arrivage de Chine le jour même a toutefois permis d'équiper personnel et patients. IC

Grabuge à l'évêché

Coire ► L'évêque de Coire ad interim fait le ménage. Peter Bürcher éjecte le vicaire général Martin Kopp pour absence de loyauté. Il remet en outre à l'ordre l'évêque auxiliaire Marian Eleganti au sujet du coronavirus. Le vicaire général de Zurich Josef Annen a, lui, annoncé sa démission.

Martin Kopp s'était exprimé ouvertement au sujet de la succession de Mgr Huonder à la tête de l'évêché de Coire. Il a ainsi violé une règle interne, alors que les questions posées par les médias auraient dû être redirigées vers le porte-parole, a écrit l'évêché de Coire hier.

De plus, le vicaire général d'Uri, Schwytz, Obwald et Nidwald – territoire dépendant du diocèse de Coire – a souligné son désaccord sur le processus de désignation du futur évêque dans une interview accordée à la NZZ. Il y appelait à l'intervention de l'Etat dans cette affaire, acte déloyal selon l'administrateur apostolique Peter Bürcher. **ATS**

Nouvelle mob' contre le coronavirus

Armée ► Annoncée lundi par le Conseil fédéral, la mobilisation des troupes de milice n'étant pas en service régulier prend forme. Aujourd'hui, ce sont des centaines de soldats – entre 2000 et 3000 ont été appelés depuis lundi – qui vont rejoindre leur caserne afin d'y suivre une courte formation avant de s'engager dans la lutte contre l'épidémie du coronavirus. A terme, ce sont jusqu'à 8000 militaires qui seront mis à disposition des cantons, sur leur demande – 12 se sont déjà manifestés.

Leur mission: «soutenir le système de santé avec des prestations sanitaires, notamment de soins, de surveillance des patients, de transport sanitaire et de logistique hospitalière», explique Delphine Allemand, porte-parole de l'Armée. Il est également prévu que les soldats se chargent d'autres tâches logistiques, «notamment en transportant et en montant des infrastructures improvisées». Enfin, «l'armée peut également, afin de décharger les corps de police cantonaux dans le domaine de la sécurité, apporter

un soutien renforcé au niveau de la protection des ambassades, mais aussi aux frontières et dans les aéroports, en appui des gardes-frontière».

Mardi en fin d'après-midi, le lieutenant Noé Allegranza, 24 ans, a reçu son ordre de marche (convocation militaire) via SMS – et non par la poste comme habituellement – pour rejoindre aujourd'hui son bataillon hôpital à Moudon. Une spécificité des troupes «à disponibilité élevée», notamment les quatre bataillons hospitaliers ainsi que cinq compagnies sanitaires. «J'y vais avec le sentiment d'être prêt et sans aucune appréhension», assure le jeune homme. L'étudiant en droit estime qu'il est de «son devoir» de répondre présent même si cette mobilisation le mettra en retard dans son cursus. D'autant plus qu'il ne sait pas combien de temps il passera sous les drapeaux. La convocation précisant simplement de prendre du change pour trois semaines.

L'enthousiasme du jeune cadre est partagé par les autres soldats (dont un sous-officier) interrogés.

Avec en arrière-fond la volonté chez tous de «prouver que l'armée est utile». Un élan qui s'étend chez les personnes ayant terminé leur service: plus de 1500 anciens soldats se sont annoncés pour venir en aide à la population.

Dans ce concert de louanges, quelques fausses notes se font entendre. Un tiers des personnes convoquées ne se sont pas présentées, indique l'armée à la *Tribune de Genève*. Sans doute pour des raisons de santé, car l'ordre de marche demandait expressément aux soldats présentant des symptômes de s'absentir. Mais les communicants de l'armée n'étaient pas en mesure de dire combien de personnes ne souhaitaient pas s'exposer au virus. Les conditions d'hygiène en caserne, avec douches et lavabos collectifs, sont pointées du doigt. Tout comme le regroupement de dizaines de personnes venant de toute la Suisse. «J'ai confiance en mon institution», balaie le lieutenant Allegranza, convaincu que l'armée a pris les «mesures adéquates». **MOHAMED MUSADAK**

Le directeur de l'Usam refuse de signer le code d'intégrité de l'alliance en faveur des jets de combat

Bigler quitte le comité pro-avions



L'ex-conseiller national Hans-Ulrich Bigler n'apprécie guère le ton ferme adopté par les partisans des jets. KEYSTONE-ARCHIVES

PHILIPPE BOEGLIN

Armée ► On l'a presque oublié à cause de l'épidémie de coronavirus, mais cet automne, le peuple votera normalement sur l'achat de nouveaux avions de combat. Le Conseil fédéral et la majorité bourgeoise du parlement soumettent un budget de 6 milliards de francs, sans préciser le modèle et le nombre de jets, qui seront choisis ensuite par le gouvernement. Face aux opposants de gauche, les partisans ont formé une large alliance militaro-bourgeoise. Avec un objectif: ne pas rééditer la débâcle de 2014, lorsque la population avait rejeté l'achat de l'avion suédois Gripen.

Pour mettre toutes les chances de son côté, le comité directeur a édicté un «code de conduite» pour les membres. Tout lien d'intérêts avec des fabricants en compétition, même

indirect, est strictement interdit. Mot-clé: intégrité. C'est nouveau... et cela ne convient pas à tout le monde. Hans-Ulrich Bigler, directeur de l'Union suisse des arts et métiers (Usam), a décidé de quitter le comité directeur, a appris votre journal. Pour l'ex-conseiller national zurichois, il était exclu de signer le document.

«Ce code de conduite ne correspond pas à la façon de travailler de l'Usam. Nous ne publions jamais de montants concernant nos rémunérations, budgets de campagne, etc, explique le politicien libéral-radical. Je n'ai rien à cacher, mais c'est une question de principe. Si nous signons ce code de conduite maintenant pour les avions de combat, il s'agirait d'un précédent pour toutes les campagnes de votation futures.»

Président du comité directeur, le conseiller aux Etats Thierry Burkart (plr, AG)

«Ce code de conduite ne correspond pas à notre façon de travailler»

Hans-Ulrich Bigler

confirme que «Hans-Ulrich Bigler ne voulait pas signer ce code de conduite, et c'est la raison pour laquelle nous sommes arrivés à la conclusion qu'il ne pouvait pas demeurer dans le comité directeur. Je respecte sa décision, même si je la regrette. Mais j'ai toujours dit que ce code de conduite allait être mis en œuvre sans complaisance».

Les partisans des jets veulent montrer patte blanche. Ils ont adopté un ton ferme dès la première lettre d'information de leur alliance (version en allemand): «L'activité du comité directeur (et de ses autres organes, ndlr) impose l'intégrité et l'indépendance à l'ensemble de ses membres. Toute apparence de partialité ou de lien d'intérêt avec une entreprise engagée dans l'appel d'offres pour les nouveaux avions de combat ou le nouveau système de défense sol-air, «peut menacer le succès de la campagne et

n'est pas tolérée. C'est pourquoi un code de conduite contraignant a été élaboré ces dernières semaines, afin d'attester de cette intégrité».

A cause des officiers

Hans-Ulrich Bigler ne voit pas pourquoi il devrait se soumettre à cette obligation. «Ce code de conduite a été introduit pour et à cause de la Société suisse des officiers, qui a demandé de l'argent aux constructeurs d'avions pour financer la campagne de votation.» L'automne passé, la Société suisse des officiers (SSO) avait effectivement provoqué un mini tremblement de terre. Elle avait écrit aux quatre constructeurs en compétition (Dassault, Boeing, Airbus, Lockheed Martin) pour solliciter leur appui financier en vue de la campagne de votation.

La SSO avait essayé une volée de bois vert. On lui avait re-

proché de nuire à l'indépendance et à la crédibilité des partisans des jets de combat, et de favoriser l'immixtion de fabricants d'armes étrangers. La demande de financement aux avionneurs avait été retirée.

L'Usam absente

Avec le départ de son directeur Hans-Ulrich Bigler, l'Usam, faitière des PME, a disparu du comité directeur de l'alliance jets. «Je reste en contact avec l'Usam, indique Thierry Burkart. J'espère qu'elle va participer à la campagne de votation, mais pas comme membre du comité directeur.»

Le sénateur argovien ne regrette pas l'idée d'un code d'intégrité. «Aucun autre membre du comité n'a de problème avec ce code de conduite. Les réactions sont même excellentes. On voit que c'est nécessaire pour couper court aux rumeurs et agir avec intégrité.»

Le prix du pétrole s'enfonce

Energie ► Les cours du pétrole continuaient de chuter mercredi, retrouvant des niveaux plus vus depuis 2002 pour le WTI et 2003 pour le Brent, compressés entre une offre débordante et une demande mondiale sapée par la pandémie de coronavirus.

Vers 14 h 10 GMT, le baril de WTI pour livraison en avril valait 24,18 dollars, en recul de 10,28% par rapport à la clôture de mardi, peu après avoir

touché 23,60 dollars, un plus bas depuis 2002. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 27,12 dollars à Londres, en baisse de 5,60%, quelques instants après avoir atteint 26,65 dollars, un plancher depuis 2003.

Les deux cours de référence ont perdu plus de 60% de leur valeur depuis le dernier pic atteint début janvier à la suite d'une escalade de tensions entre l'Iran et les États-Unis. **ATS**

Plus de victimes en Europe qu'en Asie

Coronavirus ► **L'Italie a enregistré hier un record de décès. Le monde «en guerre».**

L'Italie a enregistré hier un record quotidien absolu de décès dus au nouveau coronavirus, devenu plus meurtrier en Europe qu'en Asie. L'épidémie a suscité de nouvelles déclarations martiales à travers le monde. Qualifié d'«ennemi de l'humanité» par l'Organisation

mondiale de la santé (OMS), le virus a refait plonger les bourses en dépit des milliards d'aide économique annoncée.

Partie de Chine en décembre, la maladie Covid-19 a déjà tué plus de 8700 personnes à travers le monde et plus de 209 500 cas ont été recensés dans 150 pays et territoires. Ce qui a incité plusieurs pays encore réticents à prendre des mesures draconiennes voire de confine-

ment, qui concernent déjà plus d'un demi-milliard de personnes appelées à rester chez elles dans le monde.

Le Royaume-Uni, où le seuil des 100 morts a été franchi, a ainsi ordonné la fermeture des écoles à compter de vendredi. Selon l'Unesco, plus de 850 millions de jeunes dans le monde, soit près de la moitié des élèves et étudiants, doivent déjà rester chez eux.

Tandis que le Portugal s'apprête à décréter l'état d'urgence et que le Pérou instaure un couvre-feu nocturne, les Belges, après les Italiens et les Français, ont à leur tour découvert la vie à la maison, avec des exceptions pour les courses indispensables ou l'activité physique.

En France, la police a dressé hier 4095 amendes pour non-respect du confinement obligatoire. **ATS/AFP**

ÉTATS-UNIS

FORT SÉISME EN UTAH

Un tremblement de terre de magnitude 5,7 a ébranlé tôt hier matin l'Etat américain de l'Utah. Le séisme a causé d'importantes perturbations mais pas de victimes selon les premiers bilans. L'épicentre a été localisé à 4 km de Salt Lake City. **ATS**

PANDÉMIE

FRONTIÈRES TURQUES CLOSES

La Turquie a annoncé hier la fermeture de ses frontières terrestres avec la Grèce et la Bulgarie. Cette mesure fait partie des actions prises pour limiter la propagation du nouveau coronavirus. Elle bloque aussi de fait le passage aux migrants. **ATS**

LOMBARDIE

CONTRÔLE PAR SMARTPHONE

Le confinement de la population n'est pas totalement respecté en Lombardie. Les autorités déplorent que seulement 60% des gens restent chez eux. Ces chiffres viennent de la surveillance des smartphones, a révélé hier *Il Corriere della sera*. **ATS**

NEW YORK

ENVOI D'UN NAVIRE-HÔPITAL

Le Gouvernement fédéral américain va prendre la «mesure extraordinaire» d'envoyer un «navire-hôpital» à New York. Il veut ainsi faire face à l'afflux de patients attendus avec la progression de la pandémie de coronavirus. **ATS**

CHILI

«ÉTAT DE CATASTROPHE»

Le président chilien Sebastian Piñera a décrété hier «l'état d'exception pour catastrophe». Cela permettra le déploiement de l'armée pour le maintien de l'ordre dans le pays, qui compte désormais plus de 200 cas déclarés du coronavirus. **ATS**

PALESTINE

UN SUISSE À L'UNRWA

Le Suisse Philippe Lazzarini a été nommé à la tête de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA). Le patron de l'ONU l'avait recommandé début mars au conseil d'administration de l'agence pour la diriger. **ATS**

Angela Merkel s'est adressée hier à la nation pour inciter à respecter les restrictions face à la pandémie

«Le plus grand défi depuis la guerre»

THOMAS SCHNEE, BERLIN

Allemagne ► «Depuis la Réunification allemande, non, depuis la Seconde Guerre mondiale, il n'y a pas eu de défi pour notre pays qui dépende autant de notre solidarité commune», a déclaré la chancelière dans une intervention télévisée aux Allemands qui a été diffusée hier soir. «La situation est sérieuse», il s'agit donc «de la prendre au sérieux», a-t-elle demandé à ses concitoyens alors même que le pays a fermé une grande partie des locaux et espaces publics, sans être toutefois passé au stade du confinement comme la France.

«Je crois fermement que nous réussirons dans cette tâche si tous les citoyens la considèrent vraiment comme leur tâche», a-t-elle aussi déclaré en faisant référence aux trop nombreux jeunes gens qui ont du mal à suivre ces contraintes qui étouffent leur vie sociale. Elle a aussi évoqué la situation tendue dans les magasins d'alimentation. «Le stockage a un sens (...) Mais avec modération. Accumuler comme s'il n'y allait bientôt plus rien avoir est inutile et manque complètement de solidarité», a-t-elle fait valoir.

Un dernier avertissement

De la part de la chancelière allemande, cette annonce unique donne la mesure de la gravité de la situation. Hormis les traditionnels vœux de fin d'année, Angela Merkel ne s'est en effet jamais adressée de la sorte aux Allemands. C'est aussi pour cela que cet appel est considéré par certains comme un dernier avertissement avant la prise de mesures de confinement total. Certes, sur un plan purement statistique, l'Allemagne semble encore tirer son épingle du jeu avec, selon les chiffres du 18 mars de l'Institut épidémiologique Robert Koch (RKI), 8193



Angela Merkel a lancé «un appel» au respect des règles de distanciation en Allemagne, où le confinement n'a pas été à ce stade décidé. KEYSTONE

personnes contaminées et 12 décès (des chiffres provenant des Länder annoncent 12 050 personnes contaminées et 31 morts). Pourtant, les spécialistes du RKI soulignent que la situation allemande a deux semaines de retard sur la situation italienne et que le nombre des contaminations en Allemagne commence à augmenter plus rapidement.

«Nous sommes encore loin d'avoir atteint le point culminant de la crise», reconnaît le traumatologue et urgentiste Jörg

L'Allemagne semble encore tirer son épingle du jeu

Homann qui, avec ses collègues des hôpitaux de Potsdam, se prépare à une détérioration de la situation: «Nous avons une réunion tous les matins avec les responsables des trois hôpitaux et cliniques de la ville ainsi que le maire. Chaque hôpital s'est vu attribuer un rôle précis. Le mien, la clinique Oberlin, va servir de base de soutien aux autres établissements pour le matériel et le personnel. L'objectif est de libérer le plus possible de lits en soins intensifs et de stations de ventilation», explique-t-il.

Les 28 000 lits de soins intensifs et 20 000 postes de ventilation actuellement disponibles dans les hôpitaux allemands, soit une capacité bien supérieure à ce que l'on trouve en France ou en Italie, pourraient expliquer en partie le taux encore relativement faible des décès allemands. Certains attribuent aussi ces résultats à une capacité plus élevée (12 000 tests par jour) à tester les malades potentiels. «Sur ce point je serais moins catégorique. Pour avoir un effet réel et

fort, il aurait surtout fallu tester massivement dès le début de l'épidémie», estime le Dr. Homann. Le gouvernement allemand a en tout cas présenté, mardi dernier, un plan pour tenter de doubler les capacités hospitalières allemandes dans les soins intensifs.

La préparation du pays ne se fait pas seulement sur le front hospitalier. Ces derniers jours, les grands constructeurs automobiles allemands, Volkswagen, Daimler, Porsche ou BMW ont en effet annoncé la fermeture partielle ou totale de leurs usines en Allemagne et en Europe et ce pour des durées de deux à trois semaines. Dans l'industrie et encore plus dans les services, la question de la survie des entreprises et du maintien de l'emploi se pose donc très sérieusement.

Des aides financières

«Lors de la crise de 2008/2009, nous avons eu des entreprises qui avaient de 30% à 50% de leurs effectifs en chômage partiel, et ce dans certains secteurs seulement. Aujourd'hui, la crise va toucher tous les secteurs avec des entreprises qui seront parfois à 100% de chômage partiel», a résumé hier le ministre de l'Emploi Hubertus Heil à l'occasion d'un «grand sommet» pour trouver des moyens d'encaisser le choc, et réunissant syndicats et patrons.

La semaine dernière déjà, le Parlement allemand a voté une loi mettant en place un accès facilité aux mesures de chômage partiel «qui sont vraiment des mesures pour maintenir l'emploi dans les entreprises», a précisé le patron des patrons allemands Ingo Kramer. Berlin a par ailleurs annoncé des aides financières rapides pour les entreprises en manque de liquidités. Enfin, l'Etat fédéral se portera garant pour des crédits à hauteur de 460 milliards d'euros. **I**

Sanders est sous pression pour abandonner la course en pleine crise sanitaire en faveur de Biden

Primaires démocrates compromises

PHILIPPE PAQUET

Etats-Unis ▶ Alors que, pour la plupart des observateurs, les jeux sont faits dans la course à l'investiture démocrate pour la présidentielle américaine de novembre, Bernie Sanders ne pouvant logiquement plus empêcher Joe Biden de devenir le candidat du parti, l'épidémie de coronavirus, qui s'étend rapidement aux Etats-Unis comme ailleurs, menace de plonger le déroulement des primaires dans le chaos. Hier Bernie Sanders a affirmé qu'il allait «évaluer» sa campagne après de nouvelles défaites face à Biden.

Le nouveau Big Tuesday devait logiquement creuser l'écart entre les deux prétendants. Cependant, plus que les résultats, ce sont les circonstances de ces consultations qui alimentent le débat. Le précédent créé dans l'Ohio a lancé la polémique. Le gouverneur républicain Mike DeWine y a annulé le scrutin en toute dernière minute, lundi soir, non sans avoir préalablement déclaré qu'il n'avait pas le pouvoir de prendre seul une telle mesure, puis ignoré la décision d'un juge qui, saisi en urgence, avait estimé que la primaire devait se dérouler comme prévu. DeWine a finalement déclaré que la santé du personnel dans les bureaux de vote et celle des électeurs devaient l'emporter sur toute autre considération. Il a reporté le rendez-vous au 2 juin.

Reports hypothétiques

La décision du gouverneur de l'Ohio a été d'autant plus critiquée que les trois autres Etats qui organisaient des primaires mardi, la Floride, l'Illinois et l'Arizona, les ont maintenues (les républicains votaient aussi en Floride et dans l'Illinois, sans le moindre suspense puisque Donald Trump se représentait sans opposition). Les modalités de leur déroulement n'en suscitent pas moins des questions, jusqu'à soulever celle de leur légitimité dans la mesure où des bureaux de vote ont dû être fermés ou déplacés, avec le risque d'avoir écarté ou découragé des électeurs. Le taux de participation s'annonçait plus faible.

La secrétaire d'Etat de l'Arizona, Katie Hobbs, a justifié ce choix en expliquant «qu'il n'y avait aucune garantie de trouver un moment plus sûr pour organiser cette élection dans un avenir proche».

Ce n'est probablement pas faux. Outre l'Ohio, quatre Etats (la Louisiane, la Géorgie, le Kentucky et le Maryland) ont d'ores et déjà choisi de reprogrammer leurs primaires en mai ou juin. Rien ne dit, toutefois, qu'elles



Jo Biden (à gauche) paraît assuré de remporter l'investiture de son parti face à Bernie Sanders. KEYSTONE

pourront se tenir. Donald Trump n'a-t-il pas déclaré mardi que la propagation du virus pourrait durer jusqu'en juillet ou en août?

La pandémie menace de provoquer un tel chaos dans les semaines, sinon les mois, à venir que de plus en plus de voix s'interrogent sur la ligne de conduite à tenir par Bernie Sanders, y compris dans son entourage. Tout le monde admet, certes, que chacun des deux candidats peut encore prétendre à la victoire en théorie (ils sont toujours loin, l'un et l'autre, de la barre fatidique des 1991 délégués nécessaires pour obtenir l'investiture). On comprend pareillement le soutien de Bernie Sanders de défendre jusqu'au bout ses idées en faveur d'une transformation radicale de la société américaine – et la crise actuelle lui fournit une occasion rêvée de plaider notamment pour une meilleure couverture de santé aux Etats-Unis.

Il est difficile de justifier la poursuite d'une compétition dont l'issue ne souffre guère de doutes

Il n'en est pas moins difficile de justifier la poursuite d'une compétition dont l'issue ne souffre guère de doutes. Joe Biden a appris mardi qu'il avait finalement remporté la primaire dans l'Etat de Washington, disputée une semaine plus tôt, ce qui ajoute une victoire aux quatre qu'il avait déjà engrangées lors du premier Big Tuesday.

Mardi encore, en Floride et dans l'Illinois, le modéré Joe Biden a remporté environ 60% des voix, selon des résultats presque complets. Il a aussi été donné vainqueur dans l'Arizona, selon des résultats sur plus de la moitié des bureaux de vote.

Il semble, par conséquent, d'autant plus opportun de regarder au-delà des primaires, pour considérer l'élection présidentielle, que Donald Trump démontre, y compris aux yeux de nombreux républicains, son incapacité à affronter une crise majeure. Le 28 février, en meeting à Charleston, il assurait encore que le coronavirus était «un canular» des démocrates. LA LIBRE BELGIQUE

COMMENTAIRE

Derrière la pandémie, la Maison-Blanche

Ces primaires démocrates, dont on connaît depuis deux semaines le vainqueur, ont-elles encore un sens? A l'heure d'une pandémie dévastatrice, à la fois sur le plan humain, social et économique, la question hante tous les esprits. Même Bernie Sanders, dont la volonté d'aller jusqu'au bout paraissait inébranlable il y a quelques jours encore, a ouvert la porte hier à une décision déchirante. Si un abandon anticipé devait en sortir, les Américains lui sauront gré de sa clairvoyance politique face à l'urgence du moment.

Car face aux démocrates, la récupération tourne d'ores et déjà à plein régime côté Trump. Un président qui, après avoir stupidement nié l'ampleur de la menace, a viré sa cuti et se présente désormais en protecteur du peuple américain. Quitte à retomber aussitôt dans son manichéisme viscéral, xénophobe, fustigeant avec insistance le «virus chinois». Un discours destiné comme toujours à une base électorale qui peine à s'élargir.

Alors qu'il avait entièrement basé sa campagne sur la réussite écono-

mique du pays, Donald Trump a compris que cette pandémie aura un rôle déterminant pour son éventuelle réélection. En effet, si à la crise sanitaire devait s'ajouter un krach majeur de l'économie du pays, l'impréparation de son administration se paiera cash dans les urnes. En revanche, si le *commander-in-chief* «gère bien la crise», s'il parvient à se prévaloir de nouveaux liens de solidarité entre Américains, les démocrates et leur champion auront de gros soucis à se faire pour le 3 novembre prochain.

PASCAL BAERISWYL

Votre abonnement au prix coûtant, la garantie d'un média indépendant

AboWeb
CHF 415.-

AboCombi
CHF 435.-

AboPapier
CHF 550.-



Le 19 mars 2020

Le 19 mars 2020

Le 19 mars 2020

Le 19 mars 2020

CONVOIS FUNÈBRES

Le 19 mars 2020

Jeudi 19 mars

GENÈVE

Marco Joffre, Genève. **Kuang Hua Khaw**, décédé à 82 ans, cérémonie en la chapelle du Centre funéraire de Saint-Georges (Petit-Lancy, chemin de la Bâtie) à 10h45. **Marie-Luce Telley**, Genève.

VAUD

Jacqueline Bise Godinho Marta, décédée à 66 ans, cérémonie au Centre funéraire de Montoie à 10h30 dans l'intimité suite aux prescriptions sanitaires en vigueur. **Marguerite Chervaz**, décédée à 89 ans, Prilly, la cérémonie d'adieu a eu lieu dans l'intimité. **Ida Guisolan-Gavillet**, décédée à 92 ans, dernier adieu en présence de la famille et des proches à l'église catholique de Saint-Prex à 14h30. **Pierre Jatou**, décédé à 87 ans, cérémonie d'adieu au Centre funéraire de Montoie (Lausanne) chapelle A à 16h dans l'intimité de la

PUBLICITÉ

DECES.CH

Le 19 mars 2020

MÉTÉO

Le 19 mars 2020

Suisse romande et le Valais

Situation générale : temps sec, doux et généralement ensoleillé en Suisse jusqu'à jeudi au moins. Ensuite, de l'air plus froid devrait arriver depuis le nord-ouest pour le week-end prochain. **Jeudi**: Ensoleillé, quelques passages nageux éventuels le long du Jura. Maximum 19°, voire montant jusqu'à 22° en Valais. Évolution possible du lundi 23 mars 2020 au dimanche 29 mars 2020. La région alpine se trouve en marge d'une zone de haute pression située sur le nord de l'Europe. De faibles courants venant de l'est dirigeant de l'air d'origine continentale sur notre pays. Temps généralement ensoleillé et températures proches de la norme saisonnière.

Suisse alémanique, le Nord et Centre des Grisons

Jeudi: Ensoleillé, quelques cumulus en montagne l'après-midi. Maximum 19°. Évolution possible du lundi 23 mars 2020 au dimanche 29 mars 2020. La région alpine se trouve en marge d'une zone de haute pression située sur le nord de l'Europe. De faibles courants venant de l'est dirigeant de l'air d'origine continentale sur notre pays. Temps généralement ensoleillé et températures proches de la norme saisonnière. MÉTÉOSUISSE

TÉLÉVISION

Le 19 mars 2020

Le 19 mars 2020

RTS 1

6.00 RTS Kids
9.15 Le monde de Dory
Film. Animation.
10.45 Quel temps fait-il ?
10.50 Culottées
11.05 Les feux de l'amour
11.40 Demain nous appartient
12.15 Plus belle la vie
12.45 Le 12h45
13.25 L'affaire des bijoux volés
Film TV. Comédie.
14.50 Passe-moi les jumelles
15.15 Madam Secretary
16.00 Inspecteur Barnaby
17.45 Culottées
17.55 Top Models
18.20 C'est ma question !
18.55 Les titres du 19h30
19.00 Couleurs locales
19.30 Le 19h30
20.10 Temps présent
Magazine.

21.10 SÉRIE
BULLE
Série. Drame. Suisse. 2020. Saison 1. Avec C. Cardinale. 2 épisodes. Inédits. Marthe est bouleversée par la maladie de sa petite-fille, Alice, et fait tout pour la protéger.

23.05 La puce à l'oreille
Magazine. Présentation : Iris Jimenez. 0h55. Magazine culturel itinérant en pays fribourgeois, «La puce à l'oreille» présente trois sorties culturelles différentes.
0.00 L'effet aquatique
Film. Comédie dramatique.
2.00 À bon entendeur
Magazine. Huiles essentielles : ne ratez pas l'essentiel !

famille. **Giuseppe Scoglio**, décédé à 92 ans, cérémonie d'adieu en l'église Notre-Dame de Vevey à 14h dans la stricte intimité.

Vendredi 20 mars

VAUD

Jean-Jacques Degen, décédé à 73 ans, la cérémonie a eu lieu dans l'intimité. **Danielle Giacometti, née Magnenat**, décédée à 86 ans, culte d'adieu au temple d'Aclens à 14h en présence de la famille et des proches. **Ellen Imhof-Guignet**, décédée à 95 ans, la cérémonie a eu lieu dans l'intimité, Vevey. **Pierre-André Liengme**, une cérémonie du souvenir sera organisée ultérieurement; Pierre-André repose au Centre funéraire de Nyon (route de Clémenty) jusqu'au dimanche 22 mars de 8h à 12h. **Arturo Lopez**, décédé à 83 ans, Lausanne, les obsèques ont eu lieu dans l'intimité de la famille. **Gilbert Uhlmann**, décédé à 76 ans, Bullet. **André Vurlod**, décédé à 92 ans, la cérémonie du souvenir aura lieu à une date communiquée ultérieurement.

AGENDA CULTURE

A la suite des mesures prises par le gouvernement pour lutter contre l'épidémie de Coronavirus, la majorité des cinémas, théâtres et salles de concerts ont suspendu leur programmation.

Le 19 mars 2020

Le 19 mars 2020

Le 19 mars 2020

APPELS D'URGENCE

Le 19 mars 2020

Service du feu 118
Police secours 117
Urgences sanitaires, ambulances 144
La Main tendue (24h24) 143
sos enfants 147

GENÈVE

Pharmacie Pharma24, 38 boulevard de la Cluse, HUG , 022 808 00 18
Médecine: 022 372 33 11 ou 022 382 33 11. Hôpital cantonal, Rue Micheli-du-Crest 24, 24h24

Le 19 mars 2020

LE COURRIER
<p>Administration et rédaction à Genève: <p>3, rue de la Truite, Case postale 112, 1211 Genève 8 Réd. 022 809 55 66 – fax: 022 329 42 74 Adm. 022 809 55 55</p> <p>Bureau vaudois: <p>1, place Grand Saint-Jean, CP 6772, 1002 Lausanne Réd. 021 683 08 85 – fax: 021 683 08 86 www.lecourrier.ch</p> <p>Abonnements: abo@lecourrier.ch Rédaction: redaction@lecourrier.ch Courrier lecteurs: lecteurs@lecourrier.ch</p></p></p>
<p>Corédacteurs en chef ad interim: Philippe Bach, Benito Perez. Directrice administrative: Eva Fernandez. Genève: Rachad Armanios (responsable), Christiane Pasteur, Mohamed Musadak, Maude Jaquet, Gustavo Kuhn. Vaud: Selver Kabacalman, Sophie Dupont, Raphaël Besson. Neuchâtel: Julie Jeannot. Solidarité: Benito Perez (responsable), Sergio Ferrari, Christophe Koessler. Suisse: Philippe Bach, Laura Drompt. Religions, Égalité: Dominique Hartmann.</p>
<p>Culture: Samuel Schellenberg (responsable), Anne Pitteloud, Roderic Mounir, Mathieu Loewer, Cécile Dalla Torre. Contrechamp et Regards: Corinne Aublanc. Photographe: Jean-Patrick Di Silvestro Edition, images: Jean-Luc Planté (responsable), Laurent Héritier, Jérôme Rivollet, Jérôme Massard, Alexandre Smirnov. Montage, graphisme: Franklin Wicht (responsable), Jérôme Massard, Mélanie Zufferey. Secrétaire de la rédaction: Marc-Olivier Parlatano. Lecteurs: Marilisa Copetti. Editeur: Nouvelle Association du Courrier (NAC), Genève. Président ad interim: Marco Gregori. Collaboration rédactionnelle avec La Liberté, Le Monde diplomatique, Reporterre et WochenZeitung. Abonnements: Papier: 409.- / Abo Combì: 299.- / Web: 229.- / Week-end: 159.- / Es-sai Papier 2 mois: 39.- Dons: CCP 12-1254-9 Imprimeur: Imprimerie Atar Roto Presse, Genève. Tirage contrôlé REMP2018: 7014 abonnés Le Courrier compte près de 20 000 lecteurs et paraît le vendredi à environ 10 000 exemplaires.</p>

MOTS CROISÉS

Le 19 mars 2020

Fruit de 18 ans de travail, *Sorel Eros* est un texte sous contrainte qui peut se lire à l'endroit comme à l'envers. Pivotant autour de la lettre W, au centre du texte, ce palindrome bat le record de Perec

Un art luxueux ultra nu

THIERRY RABOUD

Littérature ▶ Il court à l'envers à mesure qu'il avance. Le palindrome est un drôle d'animal verbal, extraordinairement difficile à attraper. Il se dit de tout mot ou groupe de mots pouvant se lire dans les deux sens. C'est le cas de «kayak», du titre de cet article, mais aussi de l'une des phrases du paragraphe suivant.

En 1969, Georges Perec, figure majeure de l'Ouvroir de littérature potentielle (Oulipo), publie un palindrome record de 5566 lettres, chef-d'œuvre de virtuosité langagière longtemps inégalé. Jusqu'à cette année. Le 02.02.2020 (date palindromique) a été présenté *Sorel Eros*, palindrome de 10 001 lettres commencé le 20.02.2002 (autre date palindromique) par deux fêrus de poésie sous contrainte. Dix-huit ans de travail pour un vertigineux serpent textuel qui rampe entre ludique, ésotérique et poétique. Ce reptile lit Perec. Car sous le crépitement incongru, luxueux et ultra nu du langage réversible se dissimule un hommage à leur génial prédécesseur, malicieusement disposé par les deux palindromistes. Interview de Jacques Perry-Salkow, aussi auteur en 2017 d'un *Vivarium de palindromes*.

Comment est né ce projet, qui est avant tout un immense défi linguistique et poétique?

Jacques Perry-Salkow: Tout a commencé en 2002, lors d'une fête oulipienne à l'Université de Lille, où j'ai rencontré mon coauteur Frédéric Schmitter. Comme nous sommes tous deux passionnés de palindromes, nous avons décidé ce jour-là, encouragés par



Portrait d'Agnès Sorel par François Clouet. Les doigts de la main droite forment un W, lettre pivot au centre du palindrome *Sorel Eros*. DR

quelques amis, de battre le record de Georges Perec...

D'où vient votre fascination pour cette forme réversible?

Lorsque j'étais adolescent, j'adorais feuilleter le dictionnaire. Un jour, je suis tombé sur l'entrée palindrome, qui donnait cet exemple: «Esopé reste ici et se repose». J'ai trouvé cela absolument magnifique, ce palindrome a changé ma vie. Depuis je n'ai cessé d'en créer!

Qu'est-ce qui vous plaît tant dans le palindrome?

Sa beauté de marbre, un peu austère. Lorsqu'un palindrome se verrouille sur lui-même, c'est d'une solidité extraordinaire où chaque lettre est nécessaire. L'intérêt du palindrome est qu'il pense tout seul, semble se générer lui-même. On ne fait qu'accompagner sa gestation, découvrant à mesure ce qu'il cache.

Par quoi commencer pour créer un palindrome aussi immense?

Mon coauteur Frédéric a envoyé la première phrase: «Un autre vaste maeström». A l'envers, cela donne «Léa met sa vertu à nu». Dès le commencement, nous avions déjà le dénouement! Puis nous avons convergé des extrémités vers le centre, pendant des années, avec beaucoup de culs-de-sac, de retours en arrière, jusqu'à trouver le bon chemin.

Pourquoi avoir intégré dans votre ouvrage ce portrait d'Agnès Sorel par François Clouet?

Notre idée était de poser en pivot au centre du palindrome la lettre W, en hommage à Georges Perec et son livre *W ou le souvenir d'enfance*. Ce n'est qu'au cours du travail que nous avons décou-

vert ce portrait d'Agnès Sorel, absolument incroyable: l'index de sa main gauche pointe le milieu d'un livre, et les doigts de sa main droite figurent un W. Cette découverte a été un choc!

Quels sont les secrets du palindromiste?

J'en ai fabriqué toute ma vie, on finit par acquérir une certaine expérience... Tout l'art consiste à faire oublier l'art. Un beau palindrome ne doit pas sentir le labeur, comme la musique de Bach: c'est savant mais on ne s'en doute pas. J'aime ces palindromes insoupçonnables comme «Rue Verlaine génial rêveur» ou «Elle ramassa pas à pas sa marelle»...

Il y a bien sûr des mots qui s'y prêtent plus que d'autres, comme le mot «valse» dans lequel on voit l'embryon de «slave» à l'envers. Le mot «nu» est lui bien pratique pour l'article «un»... Puis on essaye d'articuler tout cela avec un grand travail sur la ponctuation, laquelle aide au sens. C'est un vrai travail de poète.

Avec une contrainte si forte, comment sauvegarder la lisibilité du texte?

Evidemment, ce record serait un peu vain s'il n'était que numérique. Il y a une exigence de syntaxe, de lisibilité, qui explique pourquoi nous avons mis si longtemps avant de publier ce texte, qui est avant tout une sorte de divagation poétique. Tout l'intérêt de la contrainte est d'explorer des territoires vierges de l'écriture, de se faire découvrir autant qu'auteur, de générer des images que nous n'aurions jamais pu imaginer sans elle. LA LIBERTÉ

Jacques Perry-Salkow, Frédéric Schmitter, *Sorel Eros*, Ed. Rivages, 76 pp.

Dernière lueur avant la nuit

Genève ▶ Juste avant que la plupart des salles ne ferment durablement, *Tituba* se jouait au Théâtre de l'Usine. Ou comment interroger pertinemment la figure de la «sorcière noire».

Vendredi dernier, dans une salle du Théâtre de l'Usine à la capacité réduite à trente âmes, le Collectif Faites des vagues jouait *Tituba*. Mise en scène par Florence Auverge-Abric à la manière d'un cœur conteur pour une seule actrice, la proposition révélait la poignante et vibrante Mélissa Catoquessa. D'abord vêtue en habit carcéral, elle retrouve les racines créoles et animistes de son personnage. Et impressionne durablement.

La pièce s'inspire du roman *Moi, Tituba Sorcière... Noire de Salem* de la Guadeloupéenne Maryse Condé. Le texte propose une réécriture de l'histoire proche du réalisme magique, en donnant la parole à Tituba. D'origine antillaise, marginalisée par sa race et sa classe sociale, cette esclave est accusée de sorcellerie et devient un bouc émissaire. Dans ce récit, l'auteure présente une vision différente de la femme, de l'esclave et de la sorcière. Celle-ci emprunte à certaines théories féministes ainsi qu'à la religion antillaise s'opposant à celle, plus négative, d'hommes et de la communauté puritaine.



Mélissa Catoquessa, poignante dans le rôle de Tituba. EDEN LEVI AM

L'auteure dit avoir recueilli imaginairement les confessions de ce personnage historique. Ceci en partant de ses propos tirés du procès des «sorcières» de Salem en 1692, consignés dans les Archives du comté d'Essex. C'est sur cet événement que s'ouvre le spectacle par un dialogue en voix off entre l'accusateur et Tituba, une amérindienne antillaise arawak capturée alors qu'elle n'était qu'une enfant, pour être vendue comme esclave à La Barbade. Son «acquéreur», le médiocre révérend Samuel Parris, sera aux sources du procès des «sorcières» de Salem en 1692.

Par ses aveux extorqués sous la contrainte, la jeune femme en

sortira vivante, alors que plusieurs dizaines de personnes sont torturées et dix-neuf pendues. Mêlant habilement fiction et Histoire, la pièce retrace le destin d'un personnage fascinant, ambivalent. Qui allie bienveillance et vengeance, passant du monde des vivants à celui des morts ou des Indicibles.

La réalisation rappelle que dans la Genève calviniste, de nombreuses femmes ont été condamnées au bûcher, accusées de pactiser avec le diable; et souligne que l'ancienne usine de dégrossissage d'or, au se trouve le Théâtre de l'Usine, était héritière d'un commerce étroitement lié à l'esclavage. La création met aussi intelligemment en lumière le profond contraste entre la culture européenne à visée hégémonique des colonies et celle, créole, plus intime, élémentaire, de Tituba. La «sorcière» est pour les uns le mal satanique à traduire en procès. Aux yeux des autres, plus qu'une magicienne, Tituba est une guérisseuse.

Profondément bénéfique, soignant les esclaves marrons ou auto-libérés regroupés en communauté, elle se refuse à «devenir pareille» à ceux «qui ne savent que tuer, détruire». Cette volonté conjuguant résistance et résilience est d'une brûlante et rémanente acuité.

BERTRAND TAPPOLET

Culture en danger

Coronavirus ▶ Un secteur entier craint le naufrage. En attendant les mesures promises par la Confédération, les associations professionnelles s'organisent pour faire face à une perte de gain brutale.

«Il va falloir se montrer créatifs. On mise aussi sur la solidarité.» Anya della Croce résume l'état d'esprit des professionnels du spectacle à l'heure du coronavirus. Coordinatrice romande de la faïtière des salles de concerts et festivals, elle mesure en temps réel l'étendue du désastre et des besoins: «D'un jour à l'autre, c'est tout un secteur qui a été privé de ressources.»

Usine, Rocking Chair, Amalgam, Roman-die, Docks, Fri-son, Bikini Test, Case à chocs... Les clubs – plus d'une centaine affiliés – font face à des problèmes de liquidités, de perte de gains et de charges courantes qui restent à payer. «La période d'avril-mai représente habituellement une activité 10 à 20% supérieure à la moyenne annuelle, souligne Anya della Croce. On estime à 1,5 millions de francs par semaine le manque à gagner en billetterie et buvette. A quoi il faut ajouter 1 million pour les salaires, loyers et charges.» Sans oublier les programmes déjà imprimés, les billets d'avion des artistes et cachets partiellement payés d'avance. «Ces salles, souvent associatives, pourront-elles se relever?» Petzi propose au public de faire don des places déjà acquises sur sa billetterie en ligne, par solidarité.

Contactés par Le Courrier, l'Office fédéral de la culture (OFC) et le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) disent travailler activement à la mise en place de solutions pour l'ensemble des secteurs touchés par le Covid-19, dont la culture et l'événementiel. L'EFPZ arti-

cule une facture de 100 milliards de francs pour l'économie suisse, dix fois plus que l'aide urgente débloquée par le Conseil fédéral. On craint désormais une annulation des festivals d'été. Paléo veut encore y croire et dévoilera sa programmation le 5 mai. Au rythme où vont les choses, qui se risquera à un pronostic?

Dans l'attente de la prochaine conférence de presse des autorités, vendredi, la mobilisation s'organise dans les cantons. A Genève, le Grand Conseil de la Nuit représente les intérêts d'une dizaine de lieux emblématiques (Usine, Chat Noir, Gravière, Motel Campo, Audio, Undertown, etc). Il demande au Conseil d'Etat un report des paiements AVS, TVA, impôts et taxes de tourisme, un appui dans les démarches de réduction de loyers, un droit accéléré au chômage et son accès aux indépendants. Ainsi que la création d'un fond de soutien aux lieux culturels et acteurs de la vie nocturne.

SONART, syndicat suisse des musiciens indépendants, met à disposition les informations et formulaires pour déclarer des pertes de gains, qu'il estimait mercredi à 9 millions de francs depuis le 28 février, date de l'annulation des manifestations de plus de 1000 personnes.

Artos a été reçue et, espère-t-elle, entendue par Guy Parmelin et le SECO. Aux mesures déjà citées, l'association qui aide et conseille les professionnels du spectacle ajoute la demande d'ouverture d'un prêt à 0% géré par la Confédération pour aider les entreprises culturelles à pallier le manque de liquidités. Pour son président, Matthieu Obrist, «une annulation des festivals affecterait une énorme chaîne de prestataire de services». Une étude d'impact est en cours. RODERIC MOUNIR